

L'adhésion Suédoise à l'Otan : un électrochoc stratégique en Scandinavie

2 avril 2024



« *L'Alliance de l'Atlantique Nord, malgré toutes nos protestations et nos préoccupations, ne cesse de s'étendre. La machine de guerre est en marche et, je le répète, s'approche au plus près de nos frontières.* ». Par ces mots, Vladimir Poutine montre du doigt l'expansion otanienne, usant de cet argument lors du début de l'invasion en Ukraine lors de son discours du 24 février 2022. Rapidement, l'armée russe, qui semblait, et se croyait invincible, s'enlise. Du côté occidental et face au constat général que l'Ukraine résiste, l'assistance, initialement plus morale que militaire, s'organise. Ce soutien politique, économique, humanitaire mais aussi militaire de l'UE et de l'OTAN déplaît à une Fédération Russe qui se montre de plus en plus violente dans ses interactions avec l'Occident. Dans ce cadre, l'incursion de chasseurs russes, voire de bombardiers à capacité nucléaire dans l'espace aérien européen dont suédois et finlandais devient de plus en plus fréquente.

En réaction, les deux pays nordiques annoncent le 18 mai 2022, soit 4 mois après le début de l'invasion, l'intention d'entamer un processus national et international afin d'adhérer à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, mettant fin à leurs neutralité historique. Très rapidement, 29 des 31 pays de l'OTAN soutiennent ces candidatures. Si la Finlande est admise dès le 4 avril 2023, le Royaume de Suède

fit face à l'opposition turque et hongroise pour des raisons politiques. Après plus de 34 mois de tensions, de revirements, d'incertitudes et de concessions, la Suède est finalement admise comme un membre officiel de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord le jeudi 7 mars 2024.

En réalité, quels sont les enjeux de cette adhésion ? Quels sont les avantages pour les deux entités concernées ? Ce bref papier a pour vocation de tenter d'y apporter une réponse en identifiant les raisons stratégiques et politiques de l'adhésion suédoise.

Les enjeux pour la Suède

Bien que l'invasion du 24 février reste le déclencheur des demandes d'adhésion suédo-finlandaise, il ne faut pas oublier le récent passif qui existe entre la Suède et l'OTAN, éléments qui peuvent nuancer le bouleversement que représente ce changement dans la politique étrangère du royaume nordique. En effet, dès 1994, la Suède, qui est alors sur le point de rejoindre l'Union Européenne, s'engage dans le Partenariat pour la Paix (PPP). Ce premier rapprochement militaire est une étape importante car il constitue *de facto* comme *de jure* la première étape de l'interopérabilité des armées de l'Alliance avec l'armée royale de suède. De plus, dans les années qui suivent, l'armée suédoise est déployée à de nombreuses reprises dans des opérations en ex-Yougoslavie, au Kosovo, en Libye ou encore en Afghanistan. Enfin, en 2014, une étape majeure est franchie lorsque la Suède décide de rejoindre la nouvelle Initiative pour l'Interopérabilité avec les Partenaires (IPP) de l'OTAN. L'interopérabilité demeure une notion clé de l'Alliance, le but de cette dernière étant en effet de permettre à des forces armées toujours plus technologiques et complexes de coopérer pleinement et efficacement. Or, cela se fait *via* des systèmes communs ou, *a minima*, une compatibilité des différents systèmes nationaux.

Ce tableau de la coopération entre la Suède et l'Alliance atlantique peut questionner, notamment sur les raisons de la demande d'adhésion de la Suède. Nous pourrions en effet penser que la Suède bénéficie déjà de nombreux avantages du fait de ses multiples partenariats avec l'Alliance ainsi que de relations privilégiées avec de grandes puissances tant européennes que nord-américaines. Il existe *a minima* trois obstacles majeurs qui freinent toujours la coopération OTAN-Suède. Obstacles qui peuvent rendre le royaume nordique

vulnérable dans un contexte où la tension géopolitique ne cesse de croître. Le premier obstacle est que, malgré une coopération étroite aucune alliance militaire à proprement parler ne lie la Suède et l'OTAN. Ainsi, le célèbre article 5 qui donne aux membres de l'Alliance la possibilité d'intervenir en cas d'agression ne s'applique pas à la Suède, ce qui laisse le royaume potentiellement isolé en cas de crise. Les deuxième et troisième éléments sont d'une part que, sans être dans l'Alliance, le chiffrement des communications est et restera différent entre les deux entités partenaires, et d'autre part qu'aucune planification opérationnelle concrète ne peut voir le jour du fait d'une relative incertitude vis-à-vis de la Suède¹.

Si le rapprochement entre la Suède et l'OTAN n'est donc pas né en 2022, le 24 février reste tout de même un électrochoc bouleversant la neutralité scandinave. Tant pour la Suède que la Finlande, l'intervention russe en Ukraine montre que la Russie est prête à renier les principes de souveraineté et d'intangibilité des frontières lorsqu'il s'agit de sa sphère d'influence. Qui plus est, de nombreux signaux hostiles ont été envoyés par la Russie :

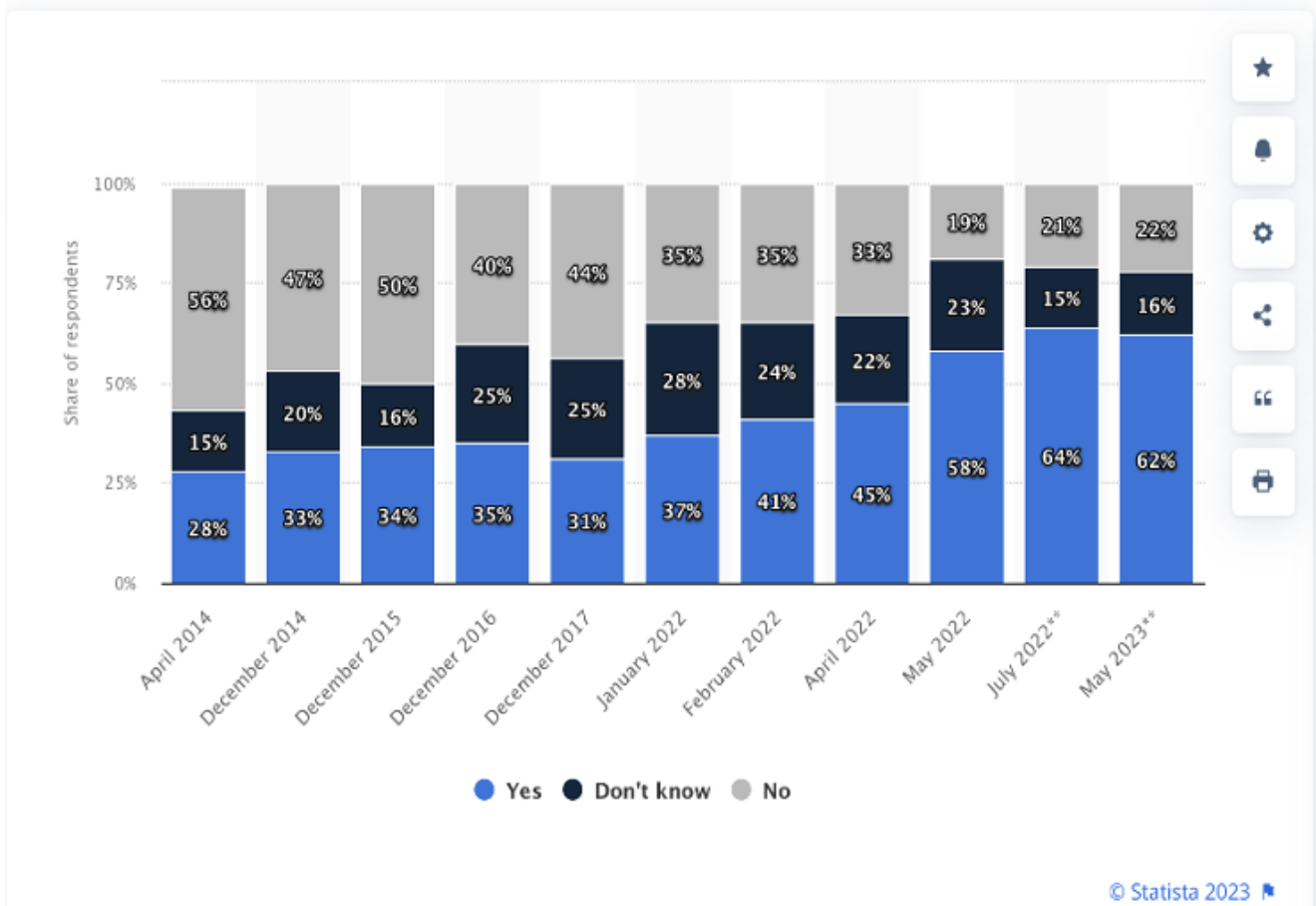
- Soit par voie médiatique : lorsqu'à de nombreuses reprises, des officiels russes, principalement le Ministre des Affaires étrangères Lavrov, ont réprécisé le fait de ne pas sous-estimer le risque d'une guerre nucléaire ou encore que la fin de la neutralité suédo-finlandaise auraient de « sérieuses conséquences sur le plan politique et militaire ».
- Soit par voie militaire lorsqu'à plusieurs reprises, des avions de chasse ou avions espions ont violé l'espace aérien suédois. Sur le plan militaire, il faut également noter le changement de comportement des sous-marins russes qui deviennent de moins en moins prévisibles et simultanément plus agressifs en cherchant les failles de la défense otanienne².

Pour les deux pays scandinaves, une incertitude réside donc dans la définition russe de sa propre sphère d'influence : rappelons qu'à deux reprises l'URSS a envahi la Finlande. La Suède, quant à elle, craint actuellement pour le contrôle

de ses îles en mer baltique. L'île de Gotland ou les îles de Åland sont en effet cruciales pour le contrôle de cette région car le camp qui contrôle ses îles peut projeter une zone A2/AD³ au-dessus de la Baltique et contrôler une partie de son commerce. Enfin, bien qu'attachée à sa neutralité, l'option otanienne fait partie depuis longtemps de la politique de défense d'Helsinki qui a tenté un jeu d'équilibriste. Or, l'invasion de l'Ukraine a rendu presque certaine une adhésion finlandaise à l'OTAN. Pour la Suède, le nouveau risque est d'être isolée dans la région et de créer un « vide sécuritaire »⁴ au cœur de la Scandinavie.

Enfin, si Helsinki tenait à sa neutralité pour des raisons militaro-stratégiques, Stockholm y était forcée pour des raisons politiques. Si la Suède a décidé de franchir le cap en demandant son adhésion, c'est donc par inversement de l'opinion publique en une décennie. En avril 2014, et malgré la récente annexion de la Crimée, les Suédois s'exprimaient toujours largement contre le fait de rejoindre l'alliance atlantique. Mais en février 2022, la situation commence à changer et parallèlement aux menaces russes, l'opinion publique devient majoritairement favorable à une adhésion dès le mois de mai 2022 comme le montre la *Figure 1*.

Do you think Sweden should join the military alliance NATO?



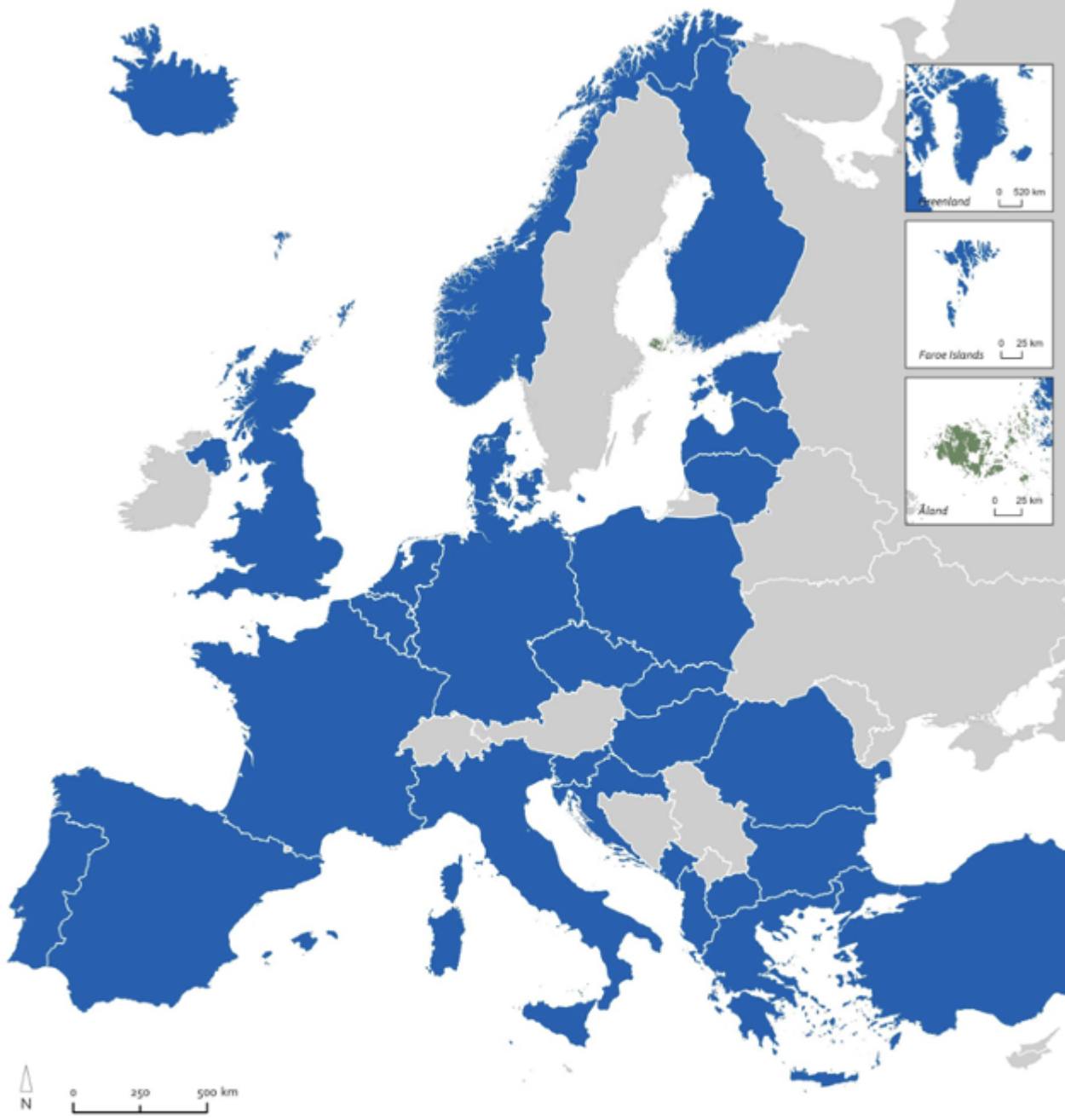
Source : Graphique Statista regroupant des sondages sur l'opinion suédoise à l'otan de 2014 à 2023

Les enjeux pour l'Otan

Du point de vue Otanien, l'adhésion de la Suède est une excellente nouvelle. Outre la réputation de l'armée suédoise et un budget militaire en augmentation⁵, la Suède apporte à l'OTAN un atout majeur dans deux régions stratégiques pour l'Alliance. Dans la Baltique tout d'abord : cette mer nord-européenne bordée par 10 pays, dont 8 font déjà partie de l'Alliance⁶, fût pendant longtemps le trait d'union culturel et commerciale de l'Europe du Nord⁷. Mais au XXème siècle, cette mer est devenue zone de tension entre les deux blocs de part et d'autre du rideau de fer. Aujourd'hui, les pays de la zone se sont de nouveau rapprochés et la baltique est redevenue une zone de transit majeure pour l'Union Européenne, la Russie et bien sûr pour l'OTAN. Pour ces trois acteurs, la Baltique est une zone du transit des données tant civiles que militaires via des centaines de kilomètres de câble sous-marins. Ces câbles, véritables infrastructures stratégiques, sont

aujourd'hui vitales pour le bon fonctionnement des États. La Baltique est également une zone de transit commercial pour les États riverains mais pas que⁸. Enfin, elle est est une zone de transit logistique clé pour l'Alliance atlantique. En effet, pour cette dernière, la Baltique représente une capacité d'acheminement de troupes et de ravitaillements sur le flanc est de l'Alliance.

NATO and non-NATO membership in Europe in April 2023



NR10481 © Nordregio

NATO (North Atlantic Treaty Organization) and non-NATO membership in Europe in 2023

- NATO
- Non-NATO
- Demilitarised

The special status of the Åland Islands as demilitarised area is not affected by Finland's membership in NATO.

Data source: NATO, Ministry for Foreign Affairs of Finland

Source : Carte de L'Otan en Europe incluant la Finlande. Réalisée par Maria Bobrinskaya.

Or, comme nous pouvons le constater sur la carte, *Figure 2*, certains pays de

l'OTAN sont particulièrement vulnérables face à un potentiel coup de force venu de l'est. Avant la guerre en Ukraine déjà, les trois pays baltes étaient menacés du fait de leurs faibles profondeurs stratégiques⁹. Mais aussi par leur isolement du reste de l'Alliance dans l'hypothèse où le Corridor de Suwałki¹⁰ serait fermé par une opération conjointe entre la Russie et la Biélorussie. La voie maritime de la Baltique reste donc le seul moyen d'assurer une continuité stratégique des membres de l'Alliance¹¹, d'où sa valeur stratégique pour l'OTAN. Qui plus est, depuis le 3 avril 2023, la Finlande est officiellement membre de l'OTAN. Or, comme pour les trois Baltes, sans la Suède, la Finlande serait livrée à elle-même si un conflit survenait avec la Russie.

Pour l'OTAN, la Baltique est donc un enjeu de taille. De plus, la Suède possède la plus longue côte des pays qui la jouxtent. Or, d'un point de vue militaire, les côtes sont essentielles dans une mer intérieure¹². En effet, si en haute mer les seuls dangers résident dans les navires ou les aéronefs ennemis, dans une mer intérieure, les vecteurs de danger sont considérablement multipliés car les menaces peuvent également venir de la terre où des moyens de courte portée et peu coûteux peuvent être déployés en masses. Parallèlement, la Suède contrôle le « porte-avion insubmersible » de la Baltique à savoir l'île de Gotland¹³. Cette île d'un peu plus de 3 000 km² pour 57 000 habitants a le bon goût de ne pouvoir être coulée ou détruite à la différence de n'importe quel navire ou avion quels que soient leurs prix ou leurs innovations technologiques. Pour la Suède et par extension pour l'OTAN, l'île de Gotland représente la capacité à contrôler le ciel de la Baltique via des opérations A2/AD tant grâce à des systèmes sol-air que par l'activité de la chasse suédoise et bientôt otanienne.

L'Arctique est la seconde région stratégique pour l'OTAN, sur laquelle va fortement peser la Suède. L'Arctique est une zone de 16 millions de km², soit près de 30 fois la France qui représente un triptyque stratégique pour les pays de l'Alliance Atlantique. Premièrement, l'arctique est un enjeu en termes de ressources naturelles. Cette région au climat extrême représenterait 22%¹⁴ des réserves mondiales d'hydrocarbures non-découvertes mais techniquement exploitables dont 30% des réserves de gaz naturel. Ces hydrocarbures sont évidemment sources de convoitise des pays riverains et des grandes puissances mais ils ne sont pas les seuls vecteurs à l'origine de cette convoitise. En effet,

outre les hydrocarbures, la zone est également prometteuse en termes de zinc, de fer, de plomb, de nickel, d'étain, de platine, d'uranium, de diamant mais surtout de terres rares. Tous ces minéraux sont essentiels aux industries mondiales et ce particulièrement pour la production de produits technologiques. Or, *via* la Laponie suédoise, qui fait partie du cercle arctique, la Suède bénéficie d'une partie de ces ressources avec notamment l'exploitation de la plus grande mine souterraine à Kiruna par une compagnie publique suédoise.

De plus, l'Arctique est doté d'une immense richesse halieutique. Sur les 90 millions d'espèces pêchées chaque année, 7 millions l'étaient dans la zone arctique en 2008. Le changement climatique va avoir tendance à faire augmenter ce chiffre pour deux raisons. Premièrement, les glaciers qui empêchaient la pêche dans la zone centrale de l'arctique sont en train de se réduire voir de disparaître. Cela va réduire les zones sûres pour les espèces marines à la fois dans le temps car la banquise tient de moins en moins longtemps chaque année, et en superficie car cette dernière ne cesse de reculer. Le second bouleversement créé par le réchauffement climatique concerne la température de l'eau. L'eau se réchauffant au niveau global, de nombreuses espèces ont tendance à remonter vers le nord et l'arctique ce qui peut accessoirement créer des tensions géopolitique¹⁵.

L'arctique est donc une région particulièrement alléchante pour ces ressources de plus en plus rentables à exploiter grâce au changement climatique, aux nouvelles technologies et à l'épuisement de ces mêmes ressources dans d'autres régions.

Deuxièmement, outre la possibilité de nouvelles zones de pêches, la fonte des glaces dans l'arctique, c'est aussi de nouvelles routes commerciales. Selon Hervé BAUDU¹⁶, le grand changement concerne la Route du Nord-Est entre la Chine et l'Europe. Si cette route est aujourd'hui peu empruntée, avec une soixantaine de navires par an soit le trafic quotidien du canal de Suez, les estimations montrent que d'ici 25 à 30 ans la fonte des glaces sera telle que le trafic pourrait se développer. Cette Route du Nord-Est pourra permettre des gains de distances de 30% entre l'Asie et l'Europe ainsi que des gains de 30% sur les coûts de transports. Toutefois il faut nuancer en précisant que ces hypothétiques gains ne seront possibles que 5 à 6 mois par an et qu'ils ne seront profitables que pour le commerce entre les ports du nord de la Chine et ceux du Nord de l'Europe.

Enfin le dernier enjeu est militaire. La Russie, qui se montre de nouveau ouvertement hostile à l'OTAN, rouvre d'anciennes bases soviétiques ou en crée de nouvelles le long de la Route du Nord-Est comme les bases « Trèfle du Nord » et « Trèfle Arctique ». Ces bases doivent faire de la Russie la puissance dominante de la région au futur prometteur. En parallèle, le port de Severomorsk, dans la région de Mourmansk, abrite le QG de la flotte du Nord qui est la flotte la plus puissante de la Fédération du Russie. Depuis l'époque soviétique, cette même péninsule de Kola accueille les deux seules bases de sous-marins nucléaires russes. Notons également que la mer de Kara et l'océan Arctique sont la zone de jeu privilégiée des forces sous-marines russes qui se servent du bruit de fond de la glace pour mieux se dissimuler¹⁷. Du côté Otanien, l'Arctique fût également une zone d'importance pour tenter de contrecarrer le déploiement des SNLE soviétiques d'une part mais aussi une zone clé dans la défense aérienne du continent américain *via* le Norad qui possède de nombreuses installations de surveillance et d'alerte dans la région.

Ainsi, entre l'OTAN et Moscou, l'Arctique a toujours été une zone de tensions politico-militaires. Mais du fait des ressources, des nouvelles routes commerciales et de tensions géopolitiques mondiales, l'Arctique commence à reprendre une grande importance dans la rivalité entre l'OTAN et la Russie. Or, pour l'OTAN l'adhésion suédoise est l'occasion de sécuriser davantage l'ancrage au sol de l'alliance en Scandinavie, facilitant ainsi une projection maritime. Sans oublier que l'Otan va également intégrer la 3^{ème} plus importante flotte de brise-glace au monde, atout essentiel pour permettre des opérations prolongées dans la région arctique.

Bibliographie

- Baudu Hervé, (2019). *Arctique : nouvelles routes maritimes, nouveaux enjeux stratégiques*. Vie Publique, Disponible [ici](https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38548-arctique-nouvelles-routes-maritimes-nouveaux-enjeux) : [https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38548-arctique-nouvelles-routes-maritimes-nouveaux-enjeux-](https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/38548-arctique-nouvelles-routes-maritimes-nouveaux-enjeux)

stratégiques

- Granholm Niklas & Wedin, Lars. (2015). *L'Arctique : enjeu stratégique*. *Revue Défense Nationale*, 783, 56-61. Disponible ici : <https://doi.org/10.3917/rdna.783.0056>
- Kenneth J. Bird, Ronald R. Charpentier, Donald L. Gautier (CARA Project Chief), David W. Houseknecht, Timothy R. Klett, Janet K. Pitman, Thomas E. Moore, Christopher J. Schenk, Marilyn E. Tennyson, and Craig J. Wandrey, (2008). *Circum-Arctic Resource Appraisal: Estimates of Undiscovered Oil and Gas North of the Arctic Circle*. Publié dans l'US Geological Survey. Disponible ici : <https://pubs.usgs.gov/fs/2008/3049/>
- Laurent Lagneau, 2023, *Selon Londres et Oslo, les sous-marins russes ont un comportement 'plus agressif' et 'imprévisible'*. *Opex360*. Disponible sur : <https://www.opex360.com/2023/04/19/selon-londres-et-oslo-les-sous-marins-russes-ont-un-comportement-plus-agressif-et-imprevisible/>
- Wedin Lars. (2023). *La Suède, nouveau membre de l'Otan*. *Revue Défense Nationale*, 858, 65-71. Disponible ici : <https://doi.org/10.3917/rdna.858.0065>
- Wedin Lars. (2015). *La guerre dans les mers fermées au xxi^e siècle*. *Stratégique*, 109, 119-126. Disponible ici : <https://doi.org/10.3917/strat.109.0119>
- Wedin Lars. (2019). *L'île de Gotland. Clé de la mer Baltique*. *Stratégique*, 121-122, 103-115. Disponible ici : <https://doi.org/10.3917/strat.121.0103>

Notes